



HAL
open science

La politisation par l'intime

Anne Muxel

► **To cite this version:**

Anne Muxel. La politisation par l'intime. Revue Française de Science Politique, 2015, 65 (4), pp.541 - 562. <10.3917/rfsp.654.0541>. <hal-03459728>

HAL Id: hal-03459728

<https://sciencespo.hal.science/hal-03459728v1>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

LA POLITISATION

PAR L'INTIME

PARLER POLITIQUE AVEC SES PROCHES

Anne Muxel

De nombreux travaux de science politique ont montré tout l'intérêt qu'il y avait d'explorer l'univers de la vie privée pour éclairer les attitudes et les comportements politiques des individus dans la sphère publique. À partir des années 1950, en établissant l'influence des groupes primaires sur les formes et l'intensité de la politisation, et en montrant l'impact de la transmission familiale dans la formation des choix idéologiques et partisans, les travaux de l'école de Columbia puis ceux de l'école de Michigan ont insisté sur la place et le rôle des interactions affectives au sein du cercle des proches. Dans le champ de l'analyse électorale, ces travaux fondateurs ont montré que l'acte de vote n'est pas seulement un acte individuel, mais qu'il engage d'autres avec soi dans l'entourage immédiat, et avant tout le groupe familial. Le cercle des proches, parce qu'il est un lieu d'échanges et de discussions, oriente et influence, bien plus que toute propagande médiatique, le vote des individus. La famille est la première pourvoyeuse de choix dans les arbitrages, notamment électoraux, exprimés par les citoyens : 35 % des Français reconnaissent privilégier dans ce domaine l'avis d'une personne de leur famille (19 % tiennent compte de l'avis d'experts dans les médias et 14 % de l'avis de leurs amis)¹. De longue date, les études portant sur la socialisation politique ont établi l'importance des mécanismes d'identification dans la transmission parentale des choix politiques².

La sociologie électorale récente montre une autonomisation relative des comportements électoraux et un relatif affaiblissement des facteurs sociologiques dispositionnels dans l'explication du vote, comme du non-vote³. Néanmoins, les processus de socialisation politique au sein du groupe primaire jouent toujours un rôle déterminant dans la fabrique des citoyens⁴. Même s'il est concurrencé par d'autres instances, et bien qu'il soit moins prescripteur d'allégeances sociales, culturelles et idéologiques que par le passé, le rôle du

1. Enquête Médiapolis, 2009.

2. On peut se reporter aux travaux de Ph. E. Converse, notamment son chapitre « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans D. E. Apter (ed.), *Ideology and Discontent*, New York, The Free Press, 1964, p. 206-261 ; et « Nouvelles dimensions de la signification des réponses dans les sondages », dans J.-G. Padioleau (dir.), *L'opinion publique. Examen critique, nouvelles directions*, La Haye/Paris, Mouton/Éditions de l'EHESS, 1981, p. 189-201. On peut aussi consulter l'ouvrage de K. Jennings, R. Niemi, *Generations and Politics. A Panel Study of Young Adults and their Parents*, Princeton, Princeton University Press, 1981 ; et l'article d'A. Percheron, « Le domestique et le politique : types de famille, modèles d'éducation et transmission des systèmes de normes et d'attitudes entre parents et enfants », *Revue française de science politique*, 35 (5), octobre 1985, p. 840-891.

3. Cf. notamment B. Cautrès, A. Muxel (dir.), *Comment les électeurs font-ils leurs choix ? Le Panel électoral français 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

4. Les travaux d'A. Percheron ont été pionniers dans ce domaine. On peut se référer à son ouvrage *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993. On peut aussi se reporter à l'article de D. Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), avril-juin 2002, p. 145-178.

contexte familial dans l'apprentissage politique et dans l'orientation des choix électoraux reste prévalent¹. L'inscription dans une filiation politique par rapport aux choix politiques parentaux concerne toujours une très large majorité de Français. Pour les deux tiers d'entre eux (66 %), la continuité des choix politiques de leurs parents, de gauche, de droite, ou ni de gauche ni de droite, prévaut, alors que les cas de rupture et de changement de bord politique ne concernent qu'une faible minorité (11 %)². Ce rôle est confirmé en matière de choix et d'orientations idéologiques, mais il l'est aussi en matière de comportements. Un effet de renforcement de la participation électorale au sein de la maisonnée, dès lors que les membres d'une même famille vivent ensemble, a pu être mesuré³. Vivre ensemble, partager un espace d'échanges et de discussions au quotidien, favorise aussi les passages à l'acte de voter.

Il est reconnu depuis longtemps que le lien conjugal est un élément moteur du vote⁴. Les personnes vivant en couple participent davantage aux élections que les personnes non en couple. Dans certaines situations, la conjugalité peut même compenser un déficit de participation toujours plus patent dans les milieux populaires, et tout particulièrement au sein de la population féminine⁵. Par ailleurs, l'effet des transitions conjugales ou familiales sur les conditions de la participation politique a été montré, faisant apparaître des différences significatives entre les femmes et les hommes. Ainsi peut-on observer une baisse de la participation des femmes en cas de séparation ou de divorce, alors que la participation des hommes n'est pas affectée par ce type d'événement⁶. Les approches contextuelles des phénomènes de politisation des individus sont donc décisives pour comprendre la production des opinions et la diffusion de certains comportements, dont le comportement électoral⁷.

1. Depuis une dizaine d'années, on assiste à une recrudescence de l'intérêt pour le champ des études sur la socialisation politique. On peut notamment se référer à K. Throssel, « Tous les enfants de ma classe votent Ségolène », *Agora. Débats/Jeunesses*, 51, 2009, p. 65-78 ; V. Tournier, « Filiation et politique : la construction de l'identité et ses conséquences », dans P. Bréchon, A. Laurent, P. Perrineau (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 189-208 ; S. Verba, S. Lehman, K. Schlozman, N. Burns, « Family Ties : Understanding the Intergenerational Transmission of Political Participation », dans A. S. Zuckerman (ed.), *The Social Logic of Politics. Personal Networks as Contexts for Political Behavior*, Philadelphie, Temple University Press, 2005, p. 95-114 ; A. S. Zuckerman, J. Dasovic, J. Fitzgerald, *Partisan Families. The Social Logic of Bounded Partisanship in Germany and Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

2. Ces résultats proviennent de l'exploitation de l'enquête post-électorale du Cevipof, réalisée en ligne, mai-juin 2012 (n = 2509). Concernant mes travaux sur la filiation politique en France on peut se reporter entre autres à A. Muxel, *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Paris, Seuil, 2010, chap. 3, « La famille joue-t-elle toujours un rôle dans la transmission politique ? ».

3. Cf. N. Buton, C. Lemerrier, N. Mariot, « The Household Effect on Electoral Participation : A Contextual Analysis of Voter Signatures from a French Polling Station (1982-2007) », *Electoral Studies*, 31, 2012, p. 434-447 ; et « A Contextual Analysis of Electoral Participation Sequences », dans Ph. Blanchard, Ph. Bühlman, J. A. Gauthier (eds), *Advances in Sequence Analysis. Theory, Method, Applications*, New York, Springer, 2014, p. 191-212.

4. On peut se reporter à A. Lancelot, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1968 ; ou encore à J. Mossuz-Lavau, M. Sineau, « Sociologie de l'abstention dans huit bureaux de vote parisiens », *Revue française de science politique*, 28 (1), février 1978, p. 73-101.

5. On peut se reporter à l'étude très éclairante sur ce point de C. Braconnier, « Voter ensemble : dispositifs informels de mobilisation et compensation des inégalités de politisation », dans L. Le Gall, M. Offerlé, F. Ploux (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, 19^e-21^e siècle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 355-384.

6. M. Voorpostel, H. Coffé, « Transitions in Partnership and Parental Status, Gender and Political and Civic Participation », *European Sociological Review*, 28 (1), 2012, p. 28-42.

7. C'est ce que montre C. Braconnier dans son ouvrage *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leur contexte : bilan critique et perspectives*, Cergy-Pontoise, LEJEP Éditions, 2010. On peut aussi consulter S. Verba, *Small Groups and Political Behavior*, Princeton, Princeton University Press, 1961 ; R. Huckfeldt, *Politics in Context. Assimilation and Conflict in Urban Neighborhoods*, New York, Agathon Press, 1986.

Elles saisissent le politique dans le cadre d'interactions sociales, mais aussi psycho-affectives, qui éclairent la politisation des individus¹.

Les discussions politiques qui prennent place dans le cadre familial et dans les relations entre proches sont des espaces de confrontations et de délibérations qui participent à l'orientation des choix comme à la définition des comportements². En confortant un accord mutuel ou en accueillant des controverses, elles constituent un terrain d'expérience de la politique, une sorte de « répétition générale » des délibérations qui interfèrent dans la sphère publique³. Elles sont d'ailleurs assez largement conditionnées par les contextes socio-historiques et les cultures nationales à partir desquels s'énoncent et se confrontent les enjeux et les antagonismes qui prévalent dans la sphère publique. Il a été montré que l'intensité des conversations informelles au sujet de la politique, comme les modalités de celles-ci dans les réseaux d'échanges quotidiens et ordinaires, dépendaient de l'historicité et de la durée de l'expérience démocratique des pays dans lesquels elles pouvaient se dérouler⁴.

Si l'inscription de ces échanges dans le processus de la socialisation politique est une réalité reconnue, et si l'on ne peut douter que s'y façonnent bien des jugements et des opinions, pour autant la teneur de cette influence n'est pas facile à cerner. Les travaux menés dans ce champ de recherche font état de résultats souvent ambivalents, parfois contrastés. Plusieurs travaux ont clairement mis en évidence l'incidence des facteurs démographiques et socio-économiques sur la fréquence des discussions politiques⁵. D'autres ont montré le rôle des

1. En ouvrant récemment un champ de recherche autour de la thématique « Politique, affectivité, intimité », j'ai abordé plus particulièrement les enjeux de contextualisation relevant des relations interpersonnelles et affectives. On peut se reporter à A. Muxel, *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, Paris, Seuil, 2008 (récemment publié en anglais sous le titre *Politics in Private. Love and Convictions in the French Consciousness*, New York, Palgrave Macmillan, 2014) ; et A. Muxel (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

2. Sur ce point, on peut se reporter au chapitre de J. Levine, « Choosing Alone ? The Social Network Basis of Modern Political Choice », dans A. S. Zuckerman (ed.), *The Social Logic of Politics...*, *op. cit.*, p. 132-151. On peut aussi se reporter aux travaux de D. Mutz qui a tout particulièrement étudié les phénomènes de convergence et de divergence d'opinions – cf. notamment son article : « The Consequences of Cross-Cutting Networks for Political Participation », *American Journal of Political Science*, 46 (4), 2002, p. 838-855. Enfin, les travaux de A. S. Gerber peuvent aussi être consultés, en particulier : « Disagreement and the Avoidance of Political Discussion : Aggregate Relationships and Differences Across Personality Traits », *American Journal of Political Science*, 56 (4), 2012, p. 849-874.

3. Cette expression est utilisée dans l'article de P. Conover, D. Searing, I. Crewe, « The Deliberative Potential of Political Discussion », *British Journal of Political Science*, 32, 2002, p. 21-62. R. Huckfeldt avait lui aussi déjà montré que les conversations politiques au sein du foyer jouaient un rôle majeur sur la production des opinions, tout particulièrement lors des campagnes électorales. On peut se reporter à son ouvrage *Politics in Context...*, *op. cit.* En France, des thèses de doctorat récentes particulièrement intéressantes ont été consacrées aux interactions au sujet de la politique dans le cercle des proches : celle de Julien Audemard, soutenue en 2013 à l'Université Montpellier I, « Influences interpersonnelles : comment les contextes structurent les opinions et les votes », et celle de Charlotte Dolez, soutenue à Sciences Po Paris en 2013, « L'écume des news : sociologie des usages des informations à partir d'entretiens de couples ».

4. Pour une interprétation comparative des discussions politiques selon les contextes socio-politiques et nationaux, on peut se référer à l'ouvrage de K. Ikeda, L. Morales, M. R. Wolf (eds), *The Role of Political Discussion in Modern Democracies in a Comparative Perspective*, Londres, Routledge, 2010. Sur la prise en compte de la durée de l'expérience démocratique, on peut lire l'analyse du cas de la Hongrie présentée dans un des chapitres de l'ouvrage par O. Lup « The Role of Political Discussion in Developing Democracies : Evidence from Hungary », p. 183-200. On peut aussi consulter l'article de R. Schmitt-Beck, O. Lup, « Seeking the Soul of Democracy : A Review of Recent Research into Citizens "Political Talk Culture" », *Swiss Political Science Review*, 19 (4), 2013, p. 513-538.

5. Cf., entre autres, N. Eliasoph, *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, Cambridge university Press, 1998 ; ou encore C. Pattie, J. R. Johnston, « Context, Conversation and Conviction : Social Networks and Voting in the 1992 British General Election », *Political Studies*, 47, 1999, p. 877-889.

facteurs à proprement parler politiques, tels que l'identification partisane, le degré d'intérêt pour la politique ou le niveau de connaissances¹. Par ailleurs, l'incidence sur les conditions de la politisation de l'homogénéité politique (*versus* l'hétérogénéité) des réseaux interpersonnels et affectifs au sein desquels les individus sont insérés a mobilisé plusieurs travaux, mais sans que des conclusions définitives soient arrêtées. Il reste difficile de trancher incontestablement la question de l'impact de la divergence des opinions. Pour certains, elle renforce les capacités cognitives et le niveau de connaissance des individus, pour d'autres, elle est un frein à la participation politique, pour d'autres encore, elle n'a pas d'incidence avérée². Certains travaux en viennent même à considérer que les opinions, produites dans le cadre de réseaux d'échanges et d'interactions, appartiennent moins aux acteurs qui les produisent qu'aux réseaux au sein desquels elles prennent forme, ce qui invite à prendre en considération la pluralité des opinions dont sont porteurs les individus, ainsi que les réajustements dont ils font preuve en fonction des groupes de discussion au sein desquels ils évoluent³.

Si l'on ne parle pas que de politique dans la famille, loin de là, c'est néanmoins dans le cadre familial que l'on en parle le plus. Les modalités de ces discussions, leurs contenus, et la place du vote dans celles-ci, sont peu ou mal connus dans la sociologie politique française. Cette étude, en s'appuyant principalement sur une enquête originale dédiée spécifiquement à la compréhension des interactions affectives au sujet de la politique dans le cercle des proches, mais aussi sur d'autres enquêtes quantitatives nationales et européennes, entend combler cette lacune⁴. Elle permet d'évaluer la place et l'intensité des opinions politiques dans les conversations privées, au sein du couple, en famille ou dans le cadre de l'amitié. Elle identifie certains ressorts sociaux, psycho-affectifs et politiques, de cette forme de politisation par l'intime qui a pour cadre l'espace des relations interpersonnelles et privées. Elle s'inscrit ainsi dans une perspective qui prend en considération l'infrastructure privée des choix effectués dans la sphère publique pour expliciter la place et la teneur de la politique telle qu'elle se réfracte dans les existences individuelles. Par-delà, c'est à une exploration de la politique aux frontières peu explicites et souvent cachées entre espace privé et espace public qu'elle veut contribuer.

1. Cf., entre autres, P. J. Conover *et al.*, « The Deliberative Potential... », art. cité.

2. Pour une présentation des controverses sur ce point, on peut se référer au chapitre de R. Huckfeldt, « Information, Persuasion and Political Communication Networks », dans R. J. Dalton, H.-D. Klingemann (eds), *The Oxford Handbook of Political Behavior*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 100-122. On peut aussi consulter D. Mutz, « The Consequences of Cross-Cutting Networks for Political Participation », art. cité ; ou encore R. Huckfeldt, J. Morehouse Mendez, T. Osborn, « Disagreement, Ambivalence, and Engagement : The Political Consequences of Heterogeneous Networks », *Political Psychology*, 26, 2004, p. 65-96. Sur les conséquences émotionnelles du désaccord politique dans les réseaux interpersonnels, on peut lire B. M. Parsons, « Social Network and the Affective Impact of Disagreement », *Political Behavior*, 32 (2), juin 2010, p. 181-204.

3. Sur ce point, on peut se référer aux thèses très intéressantes d'Alexis Ferrand développées dans son ouvrage *Appartenances multiples. Opinion plurielle*, Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2011. Il écrit : « En situation d'incertitude, un acteur réfléchit et parvient à prendre position grâce aux discussions que permet une relation avec un autre acteur. Ce qui a pour conséquence (socio)logique minimale que l'origine de l'opinion n'est pas l'esprit de l'acteur, mais le processus dialogique constitutif de la relation » (p. 103). Par conséquent, et tout particulièrement dans un contexte d'incertitude, l'opinion individuelle est nécessairement plurielle. « Un acteur discutant avec des partenaires dans des relations appartenant à des contextes hétérogènes peut avoir, sur le même objet, plusieurs opinions selon les relations dans lesquelles elles sont exprimées » (p. 104).

4. « Famille, amour et politique » est une enquête inédite et originale mise en œuvre par mes soins dans le cadre d'un contrat de recherche au Cevipof. Elle a été pilotée par l'institut Opinion Way en juin et juillet 2011, au moyen du dispositif CATI. Elle a été menée auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (n = 1908).

Parler politique : qui en parle et avec qui ?

La France n'est pas le pays dans lequel on parle le plus de politique. On en parle davantage en Allemagne, en Autriche ou encore au Danemark. Cependant, on en parle plus en France que dans la plupart des pays d'Europe du Sud¹. La fréquence des discussions politiques dépend de la conjoncture. En période électorale ou dans des moments de forte polarisation autour d'enjeux sociaux ou sociétaux, ou encore lors d'événements marquant l'actualité politique (affaires, scandales politico-financiers, attentats, etc.), les discussions sont plus abondantes. Lors de la dernière élection présidentielle de 2012, les conversations politiques étaient plutôt de mise dans les maisonnées. Près d'un Français sur deux (48 %) reconnaissait parler souvent de la campagne électorale avec son entourage proche, famille, amis ou collègues de travail ; 39 % en avaient parlé quelquefois et seuls 13 % n'en parlaient jamais².

Sur la longue période, la place des conversations politiques s'est plutôt renforcée. En l'espace d'une quarantaine d'années, les enquêtes Eurobaromètres ont indiqué une forte baisse du nombre de personnes ne parlant jamais de politique. Entre 1975 et 2006, mesuré dans des conjonctures hors élections, donc dans des périodes de moindre politisation, ce taux s'est réduit de 36 % à 27 %³. Toutefois, le nombre de personnes avec lesquelles les échanges politiques sont habituels reste assez limité : 23 % ont l'habitude de discuter avec quatre personnes et plus, 39 % avec deux à trois personnes, 16 % avec une seule personne et 22 % avec aucune. L'espace relationnel de ces échanges est plus large du côté des hommes que du côté des femmes : 26 % des hommes ont l'habitude de parler de questions politiques avec quatre personnes et plus (20 % des femmes)⁴.

Bien que s'étant diffusée et banalisée, la fréquence des discussions politiques dans le cercle des proches varie néanmoins fortement selon les configurations familiales et selon la nature des liens interpersonnels. C'est ainsi que nombreux sont les Français (69 %) à reconnaître discuter souvent ou assez souvent de politique avec leur conjoint. En revanche, ils en parlent beaucoup moins avec les autres membres de leur famille : 38 % seulement reconnaissent en parler avec leur père, 30 % avec leur mère. Seuls 39 % discutent de politique avec leur enfant. En outre, l'on discute assez peu de politique au sein de la fratrie (seuls 26 % discutent avec leur frère et 22 % avec leur sœur)⁵. C'est donc dans le cadre le plus privé, mais aussi au sein d'une relation affinitaire et choisie que les échanges politiques sont les plus nourris.

Les femmes reconnaissent discuter moins souvent de politique que les hommes, mais lorsqu'elles le font, elles privilégient davantage la sphère privée. Les hommes sont plus prompts à discuter avec un cercle plus large, d'amis ou de collègues de travail. Selon l'enquête Médiapolis (2009), 31 % des hommes disent parler de politique avec des amis (24 % des femmes) et 16 % avec des collègues de travail (8 % des femmes). Les femmes discutent en

1. Les enquêtes Eurobaromètres régulières, réalisées sous l'égide de la Commission européenne, permettent une comparaison d'un certain nombre de données socio-politiques recueillies dans l'ensemble des pays de l'Union européenne.

2. Enquête post-électorale du Cevipof, mai et juin 2012.

3. Cité par N. Mayer, à partir des données traitées par V. Tiberj sur la base du Manheim Eurobarometer Trend File (1975-2006) dans le chapitre « Parler politique », de son ouvrage *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 258.

4. Résultats tirés de l'enquête Médiapolis, 2009.

5. Résultats tirés de l'enquête « Amour, famille et politique », Cevipof, juillet 2011. Lorsque la personne enquêtée avait plusieurs enfants ou plusieurs frères et sœurs, il était demandé de tenir compte du plus âgé.

priorité au sein de leur cercle familial : 34 % d'entre elles disent parler de politique d'abord avec leur conjoint (contre 22 % des hommes) et 28 % avec un membre de leur famille (contre 22 % des hommes également) ; 42 % d'entre elles (contre 27 % des hommes) affirment que, pour se faire une opinion, elles tiennent compte en priorité de l'avis d'un membre de leur famille. Les enquêtes confirment donc l'importance de la sphère privée dans la politisation des femmes. Toutefois, celles-ci sont moins intéressées par la politique que les hommes et ont un niveau de connaissances politiques toujours moins élevé¹. En 2014, un écart de 19 points sépare l'intérêt déclaré pour la politique des hommes et des femmes². Cette minoration de l'intérêt porté par les femmes à la politique peut expliquer la moindre place des discussions relevant de ce domaine dans leur univers quotidien, y compris avec leur entourage proche. La parole politique est donc moins conditionnée par un effet de genre en tant que tel que par l'effet structurel et constant dans le temps d'une moindre politisation des femmes.

L'intensité et la fréquence des discussions politiques sont étroitement liées au degré de politisation des individus. Toutes choses égales par ailleurs, même si les critères d'inscription socio-culturelle des individus entrent en ligne de compte, ce sont les variables d'attitudes et de comportements politiques qui sont les plus déterminantes. On parle de politique avec ses proches, d'abord parce qu'on s'intéresse à la politique. C'est le niveau de politisation des individus qui compte et qui explique en dernier ressort l'intensité et la fréquence des discussions. En cela, nos résultats sont conformes aux conclusions de précédents travaux³.

En 2012, dans les semaines précédant l'élection présidentielle, les personnes affirmant s'intéresser beaucoup ou assez à la politique ont 5,3 fois plus de chances de parler souvent de la campagne électorale avec leurs proches que ceux qui ne s'y intéressent pas⁴. Le niveau de confiance politique apparaît décisif. Ceux qui déclarent avoir confiance dans la gauche ou dans la droite pour gouverner ont respectivement 3,4 fois et 2,3 fois plus de chances de discuter de politique que ceux qui n'ont confiance ni dans la droite ni dans la gauche et qui sont plus à distance du système politique. Si les « ninistes » se montrent nettement moins loquaces, on n'observe néanmoins aucune corrélation significative entre l'orientation idéologique et la fréquence des discussions politiques dans l'environnement quotidien. On ne discute politique pas plus à gauche qu'à droite. L'inscription sociologique des comportements politiques est confirmée. Les couples dont les deux conjoints appartiennent aux catégories

1. On peut se référer à : J. Chiche, F. Haegel, « Les connaissances politiques », dans G. Grunberg, N. Mayer, P. Sniderman (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 273-287 ; J. Mossuz-Lavau, « Genre et politique. La marche vers l'indifférenciation », dans A. Muxel (dir.), *La vie privée des convictions...*, op. cit., p. 169-185 ; M. Sineau, « Les paradoxes du *gender gap* à la française », dans B. Cautrès, N. Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 207-229 ; R. Sénac, *L'ordre sexué. La perception des inégalités femmes-hommes*, Paris, PUF, 2007 ; J. Mondak, M. Anderson, « The Knowledge Gap : A Reexamination of Gender Bases Differences in Political Knowledge », *The Journal of Politics*, 66, 2004, p. 492-512.

2. Baromètre Confiance politique, vague 5, Cevipof. Enquête réalisée du 25 novembre au 12 novembre 2013 auprès d'un échantillon de 1 803 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, inscrites sur les listes électorales. Résultats consultables sur le site Internet du Cevipof.

3. Ces résultats proviennent de l'exploitation statistique des données de l'enquête post-électorale administrée par l'Ifop pour le Cevipof en mai et juin 2012. N. Mayer, dans son chapitre « Parler politique », ayant exploité les données du Panel électoral français 2007, fait le même constat. Si un certain nombre de variables socio-démographiques exercent des effets statistiquement significatifs sur la propension à parler politique, toutes choses égales par ailleurs, c'est la familiarité avec la politique qui l'emporte largement. « La compétence politique subjective influence plus la propension à discuter de politique que la compétence objective » (N. Mayer, « Parler politique », cité, p. 262).

4. Résultats tirés de l'enquête post-électorale du Cevipof, Ifop, mai et juin 2012.

socio-professionnelles des employés ou des ouvriers ont trois fois moins de chances de parler souvent de la campagne électorale dans leur entourage.

Ce ne sont pas les plus âgés qui discutent le plus de la campagne électorale avec leur entourage. Les personnes âgées parlent moins de politique que les classes d'âge plus jeunes. En effet, les 25-34 ans ont 5,5 fois plus de chances, et les 35-49 ans près de trois fois plus, que les 65 ans et plus de parler souvent de la campagne électorale avec leur famille, leurs amis ou leurs collègues de travail que de ne jamais en parler. Si l'on observe bien un effet d'âge caractéristique établissant un lien entre l'avancée en âge et la participation électorale, on ne retrouve pas cet effet en ce qui concerne l'intensité de la verbalisation de la politique dans les échanges quotidiens¹. La relative juvénisation de la conversation politique a été vérifiée dans de précédents travaux². Celle-ci est moins le fait des tout jeunes que des générations se présentant au début ou au milieu de la vie active, interpellées par la politique à partir d'enjeux programmatiques concrets. Ce constat vient nuancer une présupposée dépolitisation dans la dynamique générationnelle, ou du moins, s'il y a chute de politisation, celle-ci ne va pas jusqu'au désintérêt pour la chose publique dans les échanges entre proches. Même dans un contexte de forte défiance envers les institutions et les gouvernants, la politique occupe l'attention au moins sur le terrain de son spectacle, de sa médiatisation, comme de sa mise en débat.

Révéler ses choix politiques engage beaucoup de soi et ouvre l'accès à une intimité que l'on pourrait vouloir préserver. C'est tout son rapport au monde et aux autres, c'est tout ce qui relève de ses arbitrages moraux, qui est dicible et donc visible dès lors que l'on révèle ses convictions. Celles-ci constituent le noyau dur de l'identité personnelle et intime et supposent, dès lors qu'on les rend publiques, une prise de risque, notamment le risque de la discorde et du conflit³. Une majorité de Français (61 %) préfère d'ailleurs discuter de politique avec des personnes partageant les mêmes opinions, et les femmes sont encore plus nombreuses que les hommes à préférer les situations de convergence que la divergence d'opinion⁴.

La conversation politique est facilitée par la convergence des choix et des idées⁵. Cela avait déjà été montré dans l'enquête pionnière de Paul Lazarsfeld et de son équipe, au moment de l'élection présidentielle américaine de 1944, qui constatait que les discussions politiques

1. On peut se reporter à P. Bréchon « L'abstention : de puissants effets de génération ? », dans A. Muxel (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, p. 91-111.

2. Se reporter à P. J. Conover *et al.*, « The Deliberative Potential... », art. cité.

3. Dans l'article de P. J. Conover *et al.*, cité plus haut, on peut trouver cette citation d'un enquêté qui résume bien l'implication personnelle de la publicisation des opinions politiques : « Vous touchez le point sensible de quelqu'un, et vous savez, la politique, c'est proche de la religion dans la mesure où c'est ma politique, ce sont mes croyances, et si vous marchez dessus ou si vous les menacez, la réaction c'est la fuite ou la bagarre » (citée par N. Mayer, *Sociologie...*, *op. cit.*, p. 265). Dire ses choix politiques a des implications intimes qui engagent les individus dans leurs relations affectives. Cela ne peut être dit à n'importe qui. Parler de politique suppose un certain degré de proximité et ouvre sur une relation privilégiée. Dans l'enquête qualitative que j'ai menée sur la place de la politique et l'incidence de la divergence ou de la convergence des choix sur les relations affectives, l'une des personnes interrogées déclare : « On devient proche de quelqu'un lorsque l'on peut parler d'amour et de politique ». On peut se reporter à mon ouvrage, *Toi, moi et la politique...*, *op. cit.*

4. Enquête « Famille, amour et politique », Cevipof, juillet 2011.

5. On peut se reporter aux travaux de L. C. Levitan et P. S. Visser, qui montrent que les individus, quels que soient les milieux sociaux, recherchent des échanges avec des personnes partageant plutôt le même univers de choix, de valeurs et de convictions : « The Impact of the Social Context on Resistance to Persuasion : Effortful versus Effortless Responses to Counter-Attitudinal Information », *Journal of Experimental Social Psychology*, 44 (3), 2008, p. 640-649.

se produisaient surtout entre personnes du même bord politique¹. L'homogamie des choix politiques est donc préférée dès lors qu'il s'agit de discuter². Dans les faits, elle renforce la fréquence des discussions. On discute toujours plus de politique avec son père qu'avec sa mère (38 % contre 30 %), bien que l'écart soit ténu (-3 points) dans les situations d'homogamie à gauche (père/mère et ego à gauche). Dans les familles de droite, et dans les cas d'homogamie à droite (père/mère et ego à droite), l'écart entre père et mère est nettement plus prononcé (-10 points). Alors que l'orientation idéologique de l'individu, qu'elle soit de gauche ou de droite, apparaît moins déterminante sur la fréquence des discussions politiques nouées avec ses proches que son niveau de politisation, dans les milieux marqués par une situation d'homogamie politique, un écart prononcé entre la gauche et la droite persiste et définit des usages différenciés. Un univers politique homogène à gauche entre ego et ses deux parents circonscrit un espace de socialisation politique spécifique et crée des conditions de politisation où la parole politique semble toujours prépondérante, en tout cas plus prépondérante que dans les contextes familiaux caractérisés par une situation d'homogénéité à droite (tableau 1). Si la discussion politique est plus enracinée et plus habituelle dans les milieux de gauche, c'est aussi parce que la culture politique de la gauche suppose une politisation plus intense, ne serait-ce qu'au travers de ses objectifs de contestation et de transformation de l'ordre social et politique existants³. Cela est d'autant renforcé dans un contexte interpersonnel et affectif homogène et convergent. Toutefois, dans la période récente, en France, la politisation des milieux de droite s'est exprimée à l'occasion de certaines mobilisations d'envergure, porteuses de clivages socio-culturels fortement polarisés, comme la *Manif pour tous*, contre le mariage homosexuel. La diffusion comme la légitimation accrue de pratiques protestataires et de l'usage de la manifestation dans les milieux de droite peuvent expliquer que les écarts d'investissement dans la conversation politique entre la gauche et la droite aient pu s'estomper.

Tableau 1. Fréquence des discussions politiques avec père et mère selon les contextes familiaux d'homogamie ou d'hétérogamie politiques (%)

Filiation ascendante : Ego/père/mère	Discute souvent avec son père	Discute souvent avec sa mère	Écart père/mère
Homogamie Gauche	56	53	- 3
Homogamie Droite	46	36	- 10
Homogamie Ni G ni D	28	22	- 6
Hétérogamie	31	22	- 9
Ensemble	38	30	- 8

1. P. Lazarsfeld, B. Berelson, H. Gaudet, *The People's Choice. How The Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1944.

2. L'indicateur d'homogamie politique dans le cas de la filiation ascendante a été construit à partir de la question : « Diriez-vous que vous êtes plutôt de gauche, plutôt de droite, ou plutôt ni de gauche ni de droite ? Et votre père ? Et votre mère ? » (enquête « Famille, amour et politique », Cevipof, juillet 2011). Sont considérées « homogames » politiquement les triades ego/père/mère marquées par un positionnement commun à gauche, à droite, ou ni à gauche ni à droite. Il y a hétérogamie lorsque les positionnements entre ego et ses parents, ou entre les parents, sont divergents.

3. L'impact de l'orientation idéologique sur le rapport à la politique a fait l'objet de nombreux travaux, dans le champ de la socialisation politique comme dans celui de la sociologie politique, cherchant à éclairer les liens entre les appartenances sociales et culturelles et les prédispositions politiques des individus. Il n'est pas possible de les citer tous. Cependant, on peut se référer à la contribution récente de J. Fitzgerald, qui confirme la spécificité de l'univers de la gauche sur les attitudes comme sur les comportements politiques des individus : J. Fitzgerald, « What Does "Political" Mean to You ? », *Political Behavior*, 35 (3), 2013, p. 453-479.

Si les contextes familiaux homogènes à gauche permettent aux conversations politiques de se déployer davantage que dans les autres types de situation familiale et de filiation, la place de celles-ci dans les échanges entre parents et enfants apparaît en retrait dès lors qu'on la compare avec la teneur des échanges qui prévaut entre conjoints. Dans le couple, la fréquence des discussions politiques est nettement plus affirmée que dans le cadre de la filiation ascendante. Ce sont plus des deux tiers (69 %) des personnes vivant en couple qui disent discuter souvent de politique avec leur conjoint. On retrouve le même effet de renforcement de la verbalisation par un contexte d'homogamie politique, et tout particulièrement dans le cas d'une convergence d'opinions à gauche. Lorsque les deux partenaires sont à gauche, 37 % discutent très souvent de politique, contre 32 % lorsqu'ils se positionnent l'un et l'autre à droite¹. Dans les couples hétérogames politiquement, les conversations sont nettement moins fréquentes : seuls 15 % reconnaissent discuter très souvent et 39 % n'en parlent que rarement ou jamais. Là encore, c'est lorsque les conjoints partagent une même absence de choix et une même distance à l'égard du système politique que les discussions politiques sont les moins fréquentes : 49 % des couples dans cette situation ne discutent que rarement ou jamais à ce propos (tableau 2).

Tableau 2. Fréquence des discussions politiques dans le couple selon les contextes conjugaux d'homogamie ou d'hétérogamie politiques (%)

Ego/Conjoint	Discutent très souvent	Discutent assez souvent	Discutent rarement ou jamais
Homogames Gauche	37	44	19
Homogames Droite	32	48	20
Homogames ni G ni D	12	39	49
Hétérogames	15	46	39
Ensemble	24	45	31

Les discussions politiques engagent l'accord plus que le désaccord, et cela dans les relations affinitaires qui caractérisent un couple comme dans les relations contraintes et non choisies qui définissent les liens entre ascendants et descendants. Une homogamie à gauche favorise toujours les échanges, mais elle apparaît jouer un rôle de renforcement de la parole politique encore plus marqué dans le cadre des relations entre ego et ses parents. Dans les configurations familiales ou conjugales marquées par un refus de positionnement entre la gauche et la droite ou par l'hétérogénéité politique, les discussions apparaissent nettement plus en retrait. Quels que soient les protagonistes de la conversation politique, la présence et la reconnaissance d'une affiliation idéologique plutôt à gauche, mais aussi à droite, est un facteur de politisation qui favorise l'espace de la discussion et du débat.

1. L'indicateur d'homogamie politique au sein du couple a été construit à partir de la question : « Diriez-vous que vous êtes plutôt de gauche, plutôt de droite, plutôt ni de gauche ni de droite ? Et votre conjoint ? » (enquête « Famille, amour et politique », Cevipof, juillet 2011). Sont considérés comme « homogames » politiquement les couples dont les deux partenaires partagent une même orientation idéologique à gauche, à droite, ou ni à gauche ni à droite. Il y a hétérogamie lorsque ego et son conjoint ont des positionnements politiques divergents.

Discuter de politique : sujets, enjeux et conflits

La table familiale reste un lieu emblématique des discussions politiques. La mémoire familiale dans ce domaine fourmille d'anecdotes et de récits dont les traces restent souvent vives¹. Interrogés sur l'attitude qu'ils adopteraient si une discussion politique risquait de dégénérer à la table familiale et qu'ils ne sont pas d'accord avec ce qui est dit, les individus qui continuent de discuter coûte que coûte, au risque de la dispute et du conflit, sont une minorité. Seuls 8 % continuent la discussion pour défendre leurs idées, même si cela doit les conduire à se fâcher, et seuls 3 % quittent la table. La grande majorité évite le conflit : 51 % changent de sujet de conversation, tandis que 37 % continuent la discussion, mais sans aller jusqu'à se fâcher (tableau 4).

Tableau 3. Discussion politique à table

Lorsqu'une discussion politique s'envenime à table en famille et que vous n'êtes pas d'accord avec ce qui est dit, que faites-vous le plus souvent ?

	Vous continuez la discussion pour défendre vos idées mais sans aller jusqu'à vous fâcher	Vous continuez la discussion pour défendre vos idées même si cela doit vous conduire à vous fâcher	Vous changez de sujet	Vous quittez la table
Homme	43	10	44	2
Femme	31	6	57	5
18-24 ans	50	16	31	2
25-34 ans	41	9	45	5
35-49 ans	38	11	46	5
50-64 ans	32	4	60	3
65 ans et +	32	5	61	1
CSP*	41	10	45	4
CSP*	38	10	47	5
Sans diplôme/BEPC/BEP/CAP	33	6	56	5
Bac et Bac +2	39	12	46	3
> Bac +2	44	8	44	4
Grande place de la politique dans ce qui vous définit	45	13	40	2
Faible place de la politique dans ce qui vous définit	31	5	59	5
Plutôt de gauche	47	9	39	5
Plutôt de droite	31	8	58	3
Ni gauche ni droite	33	7	55	5
Ego/Conjoint/Père/Mère				

1. Sur la place des repas de famille dans la mémoire individuelle et collective, on peut se reporter à mon ouvrage *Individu et mémoire familiale*, Paris, Hachette-Pluriel, 2007 (1^{re} éd. : 1996).

Homogame Gauche	50	8	41	1
Homogame Droite	32	7	60	1
Homogame Ni G ni D	31	5	56	8
Hétérogame	40	11	45	3
Ensemble (n = 1 908)	37	8	51	4

On retrouve dans la distribution des réponses certains écarts significatifs des logiques sociales et politiques identifiées précédemment. Les femmes sont nettement plus réticentes à tout risque de conflit. Alors que 43 % des hommes admettent pouvoir continuer la discussion pour défendre leurs idées (contre 31 % des femmes), une majorité de femmes (57 %) préfèrent quant à elles changer de sujet (contre 44 % des hommes). La partition féminine dans l'espace domestique est orientée vers la préservation de la cohésion familiale. Les femmes ont pour fonction d'y entretenir tout autant les relations que les occasions d'échanges et de solidarité. Bien des travaux ont identifié la spécificité de leur rôle et mis en évidence la fonction de *kinkeeping* (« agent de liaison » entre parents) qui leur est dévolue¹.

Les jeunes se montrent davantage partants que les plus âgés pour une discussion pleine et entière, même si cela doit les conduire à se fâcher : 16 % des 18-24 ans sont prêts à cette éventualité (contre seulement 5 % des 65 ans et plus, et 8 % de l'ensemble de l'échantillon). Ce résultat invite à nuancer le constat d'une prétendue apathie de la jeunesse par rapport aux idées politiques. Il confirme l'effet d'âge sur les discussions politiques mis en évidence précédemment. Non seulement les plus âgés discutent moins de politique, mais ils cherchent aussi davantage l'évitement des conflits ou de l'adversité. Ils sont deux fois plus nombreux que les plus jeunes à opter pour la possibilité de changer de sujet dès lors qu'une discussion politique familiale risque de s'envenimer (61 % des 65 ans et plus, contre 31 % des 18-24 ans).

Le degré de politisation des individus oriente les stratégies et les arbitrages en la matière. Plus les individus sont politisés, plus leur engagement dans la discussion et leur prise de risque face à un éventuel conflit sont assumés. Si 45 % de ceux qui accordent une grande place à la politique dans ce qui les définit continuent la discussion pour défendre leurs idées, 59 % de ceux pour qui elle occupe une faible place changent de sujet. Ainsi la divergence d'opinions n'a-t-elle pas les mêmes conséquences sur la gestion du conflit entre proches selon l'implication politique des individus. Lorsque cette dernière est forte, le désaccord est plutôt endossé et discuté, lorsqu'elle est faible, le désaccord est plutôt évité, voire nié. En effet, la politique, tout particulièrement dans les milieux marqués par une hétérogénéité des opinions et peu politisés, est souvent traitée comme un tabou dans l'espace familial, relevant d'une interdiction absolue faute de mettre en péril la cohésion familiale, tant au plan de son économie affective et symbolique que de ses échanges concrets².

1. On peut se reporter à C. Rosenthal, « Kinkeeping in the Familial Division of Labor », *Journal of Marriage and Family*, 47 (4), 1985, p. 965-974 ; ou encore à J. H. Déchaux, « Les femmes dans les parentèles contemporaines : atouts et contraintes d'une position centrale », *Politiques sociales et familiales*, 95, 2009, p. 7-17.

2. Dans mon ouvrage *Toi, moi et la politique...*, *op. cit.*, j'ai présenté les différentes « figures » de l'accord et du désaccord politiques, et notamment la figure du *Tabou* (p. 205-216).

L'orientation idéologique a une incidence sur la dispute politique. La discussion n'est pas arbitrée de la même manière selon que les individus se situent à gauche ou à droite. À gauche, la polémique et le goût pour la bataille des idées sont plus ancrés, même si l'attention portée au risque du conflit et donc au choix de son évitement restent présents. Près de la moitié (47 %) continuent la discussion pour défendre leurs idées, mais sans aller jusqu'à se fâcher (contre un petit tiers seulement (31 %) de ceux qui se positionnent à droite). À droite, l'évitement de la parole politique comme de la confrontation est privilégié : 58 % déclarent changer de sujet de conversation (contre 39 % de ceux qui se positionnent à gauche). On observe ainsi des dispositions idéologiquement contrastées pour faire face aux discussions politiques et aux conséquences qu'un désaccord peut entraîner sur la bonne entente familiale et ce, même dans des univers familiaux pourtant homogames politiquement (ego/conjoint/père/mère). Même dans des univers familiaux homogames politiquement (ego/conjoint/père/mère positionnés de façons homogène à gauche, à droite, ou ni à gauche ni à droite), où l'on peut supposer une plus grande convergence d'idées, ce différentiel persiste. À gauche, la culture du débat est prégnante : 50 % choisissent de poursuivre la discussion pour défendre leurs idées, mais sans aller jusqu'à se fâcher (31 % de ceux qui se situent dans un univers homogène à droite). À droite, l'évitement, voire l'évincement de la politique des sujets de discussion à la table familiale, prévaut : 60 % reconnaissent changer de sujet (41 % de ceux qui se situent dans un univers homogène à gauche). Malgré l'affaiblissement sensible, notamment dans les jeunes générations, du clivage gauche-droite dans le repérage comme dans les identifications à partir desquels les individus définissent leurs rapports à la sphère politique, la circulation de la parole politique dans le cercle des proches s'inscrit dans des cultures politiques toujours bien différenciées.

Plus la politique est investie de sens et de croyance, plus il est difficile d'en faire abstraction et de la taire dans l'espace des échanges quotidiens. Néanmoins la plupart des individus cherchent à préserver les relations. La famille passe avant la politique. En outre, seule une minorité de Français (13 %) admet que l'on se querelle souvent à ce sujet dans leur famille. Les ruptures familiales en raison d'un désaccord politique existent, mais elles restent très marginales : seuls 4 % admettent avoir rompu une relation familiale pour ce motif, généralement au niveau de la fratrie ou du cousinage. Les ruptures entre parents et enfants pour des raisons politiques restent quant à elles rarissimes. En dehors de ces cas extrêmes, des disputes politiques se font néanmoins entendre et s'imposent comme un archétype d'une scène à la fois banale et emblématique de la vie de famille.

Le Front national est non seulement le premier sujet de dispute politique, mais il est aussi un objet de conflits récurrents, quelles que soient les sensibilités politiques. Toutefois, les électeurs frontistes sont confrontés à davantage de conflits intrafamiliaux à ce sujet que les autres. Dans l'espace familial, la divergence d'opinions est plus difficile à accepter et à supporter dès lors que des choix extrêmes sont engagés par certains des protagonistes. Cependant, cela est encore plus marqué lorsqu'il s'agit de l'extrême droite. L'éventualité d'avoir un conjoint d'extrême droite lorsque l'on ne partage pas soi-même ce choix politique est toujours plus difficile à envisager que la possibilité d'avoir un conjoint d'extrême gauche¹.

1. On peut consulter mon chapitre « La politique et les proches : faut-il être d'accord pour s'aimer ? », dans A. Muxel (dir.), *La vie privée des convictions...*, op. cit., p. 75-95. Pour une majorité de Français, il est difficilement envisageable que leur conjoint puisse avoir des idées d'extrême droite (pour 29 % d'entre eux, ce serait impossible et pour 25 %, ce serait difficile). L'extrême gauche fait moins figure de repoussoir (pour 12 % d'entre eux, ce serait impossible et pour 24 %, ce serait difficile).

La politique menée par le gouvernement est l'occasion de divergences d'opinion qui alimentent aussi beaucoup de discussions et de disputes familiales, et tout particulièrement parmi les sympathisants de la gauche de la gauche.

Les discussions conflictuelles ne sont bien sûr pas investies avec une même intensité par tous les individus. Seul un quart d'entre eux (26 %), et parmi les plus politisés, reconnaît essayer de convaincre quelqu'un pour le faire changer d'idées ou d'opinions. Somme toute, on se dispute, mais chacun reste dans son camp. Même en période électorale, seule une minorité d'individus (29 %) reconnaît faire pression pour amener leur interlocuteur à modifier son choix de vote¹. Si la politique et la divergence d'opinions dans l'espace de la vie privée peuvent alimenter des dissensions, celles-ci restent la plupart du temps contenues et nombre d'arrangements avec le désaccord politique sont alors déployés pour préserver les relations².

Dire ou ne pas dire son vote : modalités et instrumentalisation du secret

Les discussions politiques brassent une grande diversité de sujets et de thématiques. Cependant, le vote engage et expose encore davantage. Parmi les arrangements utilisés pour écarter les risques de discorde, la préservation du secret du vote figure en bonne place. Il institutionnalise et légitime le tabou non seulement comme mode de régulation de la conflictualité dont est porteuse la divergence des opinions, mais aussi comme délimitation d'un seuil devant séparer l'intime ne regardant que soi, tant de la sphère des échanges privés que de l'espace public³.

Instauré en France depuis 1903, le secret du vote garantit à la fois la liberté de l'électeur et la sincérité de son choix. Le respect du secret est un arbitrage qui opère dans les échanges affectifs, aux confins d'une expression publique – le vote – et d'une conviction privée – l'opinion personnelle. Selon Olivier Ihl, « la force du secret fut de privatiser autant l'expression de l'opinion que l'opinion elle-même ». Il poursuit : « Le droit de vote est conféré par la loi non pas comme la matière d'un droit privé, mais comme une fonction publique exercée de façon personnelle »⁴. Dans l'histoire électorale, les usages et les instrumentalisation du secret du vote ont pu différer selon les pays. Néanmoins, son instauration s'inscrit dans un mouvement d'individualisation de la politique, tout en renforçant la sacralisation du choix et du

1. Résultats issus du traitement de l'enquête post-électorale du Cevipof, mai et juin 2012. Une régression logistique montre que les personnes qui déclarent s'intéresser à la politique ont six fois plus de chances, d'essayer de convaincre quelqu'un de changer son vote que les personnes ne s'y intéressant pas. Cette implication dans la discussion apparaît d'autant plus forte que les individus se situent à gauche ou à droite. Les personnes faisant confiance à la gauche pour gouverner ont 2,4 fois plus de chances, et les personnes faisant confiance à la droite 2,1 fois plus, d'être dans cette disposition que les individus ne se classant ni à gauche ni à droite. Cependant, l'on peut observer un léger surcroît de cette culture du débat et de la persuasion dans les univers familiaux de gauche (1,5 fois plus de chances d'essayer de convaincre quelqu'un pour le faire changer d'avis que dans les univers apolitiques, c'est-à-dire ni gauche ni droite ; on ne note pas d'effet significatif à droite).

2. On peut consulter mon ouvrage *Toi, moi et la politique...*, *op. cit.*, pour une présentation des différentes figures du désaccord et de l'accord politiques au travers desquelles sont arbitrées les convictions dans l'espace de la vie privée.

3. M. Foessel fait ainsi une distinction tout à fait heuristique entre intime, privé et public. L'intime n'est pas le privé. Il suppose une relation à l'Autre, il est le lieu où se négocie l'altérité. On peut se reporter à son ouvrage *La privation de l'intime*, Paris, Seuil, 2008.

4. Se reporter à O. Ihl, « Vote public et vote privé », dans P. Perrineau, D. Reynié (dir.), *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001, p. 960-965, ici p. 960.

moment électoral¹. Parce qu'il permet une « sanctuarisation de l'opinion personnelle », tout en promouvant l'idéal démocratique d'implication citoyenne, il inscrit l'acte de vote au cœur de l'intimité des individus et promeut le secret au rang de valeur morale. Pour Alain Garrigou, « l'isoloir constitue une technologie de l'intimisation. Censé protéger de l'intimidation, il place l'électeur dans la situation d'avoir à exprimer la partie la plus profonde de sa personne, sa conscience intime »². La reconnaissance du ressort intime en dernière instance de la décision électorale opère une dissociation de l'électeur par rapport à son environnement³. L'isoloir symbolise une séparation entre le rôle politique du citoyen et les autres rôles sociaux qu'il doit endosser⁴. Ainsi le secret du vote permet-il de dire son vote ou de le taire. Il garantit la liberté du vote et l'absence de coercition tout en répondant à l'idéal démocratique de la responsabilité citoyenne⁵. Il permet une implication collective tout en préservant l'autonomie de chacun. En cela, il inscrit le vote au cœur du modèle « d'intimité démocratique » qui, selon Anthony Giddens, caractérise les démocraties de la modernité tardive⁶. Secret, le vote, bien qu'engageant un choix citoyen nécessairement impliqué dans la sphère publique, reste en dernier ressort un choix strictement personnel et privé. En ce sens, plus que toute autre forme de participation politique, l'acte de vote se situe à la jonction de la sphère privée et de la sphère publique.

Dans le cadre de l'économie psychique et affective des liens interpersonnels au sein de la famille, du couple comme entre amis, le secret du vote écarte tout risque de confrontation ainsi que toute forme d'intrusion. L'usage du secret peut fonctionner comme un mécanisme de défense, à la façon d'un « pacte dénégatif » selon l'expression de René Kaës, visant, d'une part, au travers du déni et du refoulement, à écarter les clivages résultant de pulsions destructrices et, d'autre part, à préserver les liens au travers d'alliances inconscientes supposant l'effacement et le non-dit⁷.

Le secret du vote reste bien ancré dans la vie des familles et le vote est pour beaucoup un sujet évincé des discussions familiales. Une majorité de Français ne dit pas leur vote à leur père (52 %). Ils sont moins secrets avec leur mère (46 %) ou avec leurs enfants (43 %). On ne parle de son vote que dans une minorité de fratries : seuls 43 % le disent à leur frère et 42 % à leur sœur⁸. En outre, avec les amis, l'usage du secret est encore plus répandu (57 %) (tableau 5). Seule la relation conjugale échappe à cette omerta. Le vote est un bien commun dans l'économie du couple. C'est avec son conjoint que l'on parle le plus de politique, et

1. Pour une mise en perspective historique du secret du vote, on peut consulter : R. Bertrand, J.-L. Briquet, P. Pels (eds), *Cultures and Voting. The Hidden History of the Secret Ballot*, Londres, Hurstand, 2007 ; ou encore Y. Déloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2003, chap. 4.

2. A. Garrigou, « Le secret de l'isoloir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 71, 1988, p. 22-45, ici p. 44.

3. A. Garrigou poursuit : « Imposer l'isoloir, ce n'est plus seulement mettre l'électeur à l'abri des pressions, c'est aussi imposer une nouvelle définition de l'électeur comme individu abstrait, rationnel, dissocié de son environnement social, dans l'accomplissement d'un rôle spécifiquement politique » (A. Garrigou, *ibid.*).

4. S. Rokkan, « Mass Suffrage, Secret Voting, and Political Participation », *Archives européennes de sociologie*, 2, 1961, p. 132-152.

5. A. Lever, *On Privacy. Thinking in Action*, New York, Routledge, 2011.

6. A. Giddens, *The Transformation of Intimacy. Sexuality, Love and Eroticism in Modern Societies*, Cambridge, Polity Press, 1992.

7. R. Kaës, *Les alliances inconscientes*, Paris, Dunod, 2009. « La spécificité de ce pacte est qu'il est conclu pour assurer les besoins défensifs des sujets lorsqu'ils forment un lien, et pour maintenir ce lien. Un tel pacte accomplit ainsi une fonction métadéfensive pour chacun des sujets qui s'y engagent. Il est donc à envisager comme une modalité de résolution des conflits intrapsychiques et des conflits qui traversent une configuration de liens » (p. 114).

8. Résultats tirés de l'enquête « Famille, amour et politique », Cevipof, juillet 2011. Dans les cas de l'existence de plusieurs frères ou sœurs, il était demandé à l'enquêté de répondre concernant son frère aîné ou sa sœur aînée.

c'est aussi avec son conjoint que la transparence du choix électoral est la plus assumée. En effet, 81 % des Français disent leur vote à leur conjoint, et l'acte électoral apparaît peu dissociable d'une norme affinitaire supposant, sinon le partage, du moins le respect de la différence. Cependant, cela apparaît d'autant plus facile que dans les faits, les trois quarts des couples partagent les mêmes choix politiques, débouchant fréquemment sur un même vote¹. La similitude du vote concerne près des trois quarts des personnes vivant en couple (73 %). Au moment de voter, 29 % des personnes interrogées reconnaissent que les discussions avec leur conjoint peuvent les influencer ; c'est moins le cas des discussions en famille (17 %) et des discussions entre amis (16 %). Dans tous les cas de figure, le couple, même s'il connaît une politisation relativement faible, offre un contexte propice à la construction de choix électoraux convergents : 65 % des personnes reconnaissant que la politique n'occupe qu'une faible place dans ce qui les définit partagent le même vote que leur conjoint.

La transparence du vote est devenue une norme conjugale. Néanmoins, le secret concerne un couple sur cinq qui, en dépit de leur intimité supposé, préfère rester dans le non-dit, et cela sans que l'on puisse observer des effets liés à l'âge ou des logiques sociales significatives. En près de quarante ans, un mouvement de mise en convergence du vote entre conjoints s'est mis en place. En 1978, 46 % des couples déclaraient ne pas voter de la même manière, en 2011, ils ne sont plus que 22 % dans ce cas². Cette transformation s'inscrit dans la diffusion du « modèle d'amour convergent » identifié par Anthony Giddens³. Cette similarité croissante se manifeste alors même qu'une plus grande reconnaissance de l'autonomie des choix de chacun est devenue un impératif dans l'ordre conjugal, et plus largement dans l'ordre familial⁴. Elle s'accompagne aussi d'une plus grande transparence. Alors qu'en 1978, seuls 66 % des Français déclaraient connaître le vote de leur conjoint, en 2011, ils sont 88 % dans ce même cas, soit plus de 20 points d'augmentation. Les interactions intraconjugales suscitées par les convictions et les idées politiques sont plutôt jugées sur la base d'un rapport d'égalité au sein du couple. Dans ce domaine, le couple se veut et se dit plutôt égalitaire. En effet, seules 11 % des personnes interrogées reconnaissent vouloir exercer explicitement une influence politique sur leur conjoint. Dans la grande majorité des cas, c'est un constat d'équivalence et de réciprocité qui domine. Soit l'influence est reconnue comme réciproque (31 % des cas), soit, et c'est le cas le plus fréquent, il est affirmé que chacun garde ses positions sans chercher à influencer l'autre (52 %). Toutefois, même si les femmes revendiquent très clairement leur libre arbitre et leur indépendance de vue et d'opinion – 60 % d'entre elles considérant que

1. Il existe ici un risque de biais lié à la mise en conformité des réponses. En effet, ces résultats sont établis sur la base de la déclaration faite par ego de la similitude ou non du vote de ses proches avec le sien, et l'on ne peut évincer la possibilité d'une survalorisation de celle-ci. Toutefois, les écarts observés au niveau des effets de structure restent pertinents.

2. Sondage Ifop-*La Vie*, 2-8 mars 1978.

3. En conclusion de son ouvrage *La transformation de l'intimité. Sexualité, amour et érotisme dans les sociétés modernes* (Rodez, Le Rouergue/Chambon, 2004), A. Giddens écrit : « La possibilité de l'intimité a pour sens ultime la promesse de la démocratie. [...] L'origine structurelle de cette promesse n'est autre que l'apparition de la relation pure, non seulement dans le domaine de la sexualité, mais également dans celui des rapports entre parents et enfants, ainsi que d'autres formes encore de parité et d'amitié. De ce point de vue, nous pouvons envisager le développement d'un cadre éthique approprié à un ordre personnel démocratique se conformant, en matière de relations sexuelles, de même que dans d'autres contextes de la vie personnelle, au modèle de l'amour convergent » (p. 229).

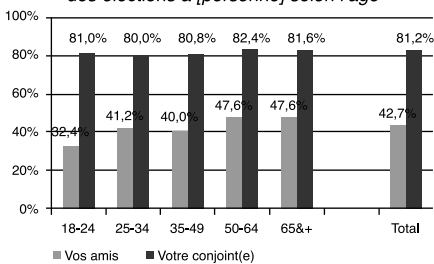
4. Sur les mutations de l'institution familiale dans les démocraties contemporaines, on peut se reporter notamment à J.-C. Kaufmann, *La trame conjugale. Sociologie du couple par son linge*, Paris, Nathan, 1992 ; F. de Singly, *Sociologie de la famille contemporaine*, Paris, Armand Colin, 3^e éd., 2007 ; et *Libres ensemble. L'individualisme dans la vie commune*, Paris, Nathan, 2000.

chacun garde ses positions sans chercher à influencer l'autre (contre seulement 44 % des hommes) –, les hommes sont toujours plus nombreux à prétendre qu'ils exercent une influence sur leur conjoint (17 % contre seulement 5 % des femmes). Ces résultats sont conformes à d'autres travaux qui, bien que faisant état d'une autonomisation accrue de chacun des partenaires au sein de la relation conjugale, constatent néanmoins l'influence, prétendue ou effective, toujours prédominante en matière politique des hommes¹. Bien que les processus d'influence soient minimisés par les conjoints, la mise en conformité des choix politiques au sein du couple témoigne bien de leur incidence, même de façon implicite, dans les interactions politiques quotidiennes². En outre, l'on doit constater un décalage entre le discours normatif qui est tenu, au sein duquel prévaut un modèle de politisation conjugale à dominante égalitaire, et la réalité des échanges et des pratiques où le modèle de politisation conjugale continue d'être assez largement différencié selon le genre.

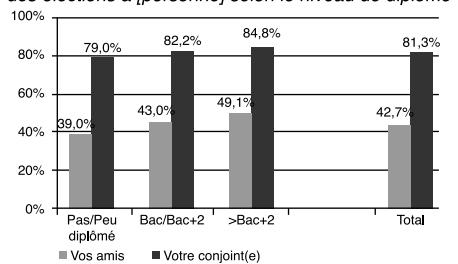
Dire son vote à ses amis est non seulement beaucoup moins répandu, mais cette possibilité est aussi plus dépendante des effets d'âge ou de diplôme³. Les jeunes, bien que disposés à parler de politique, sont néanmoins plus réticents que leurs aînés à dire leur vote à leurs amis. L'importance prise par le groupe des pairs ainsi que le poids d'une socialisation horizontale devenue prépondérante et prescriptive de normes et de valeurs dans la construction des identités sociales, culturelles et politiques, peuvent expliquer ce retrait. Sous le joug d'une « tyrannie de la majorité », selon l'expression de Dominique Pasquier, les jeunes, cherchant une voie d'expression comme de réalisation personnelles entre conformisme générationnel et authenticité, peuvent adopter des stratégies d'esquive et d'évitement de certains sujets⁴. Le vote relèverait d'un espace strictement personnel, d'une expérience intime non partageable, il serait attaché à l'expression d'un *soi* authentique et profond à préserver. Alors qu'il n'a pas d'impact sur la transparence du vote dans le couple, le niveau de diplôme crée des écarts assez significatifs lorsqu'il s'agit du cercle des amis. Le secret du vote y est d'autant plus assumé que le niveau de diplôme est faible. Entre conjoints, aucun effet de ce type n'est constaté (graphiques 1 et 2).

Graphiques 1 et 2. Dire son vote à son conjoint ou à ses amis selon l'âge

Généralement, dites-vous pour qui vous votez lors des élections à [personne] selon l'âge



Généralement, dites-vous pour qui vous votez lors des élections à [personne] selon le niveau de diplôme



Source : Enquête « Famille, amour et politique », Cevipof, juillet 2011.

1. C'est ce que montrent les travaux de Boris Wernli pour le cas de la Suisse. On peut consulter B. Wernli, « Homo et hétérogamie dans les attitudes et le comportement politiques en Suisse », *Revue suisse de science politique*, 12 (1), 2006, p. 33-72.

2. On peut se reporter à l'étude de M. K. Jennings et L. Stocker sur la façon dont les interactions au sein du couple se font au sujet de la politique : L. Stocker, M. K. Jennings, « Political Similarity and Influence Between Husbands and Wives », dans A. S. Zuckerman (ed.), *The Social Logic of Politics...*, op. cit., p. 51-74.

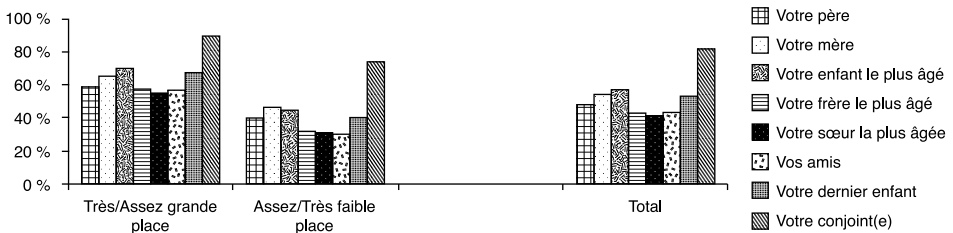
3. Concernant l'incidence du cercle des amis sur la participation politique des individus, on peut se reporter à L. Kotler-Berkowitz, « Friends and Politics : Linking Diverse Friendship Networks to Political Participation », dans A. S. Zuckerman (ed.), *The Social Logic of Politics...*, *ibid.*, p. 153-170.

4. Cf. D. Pasquier, *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, 2005.

Tout comme la fréquence des discussions politiques, la transparence du vote est assujettie à l'intensité de la politisation des individus. Les personnes pour qui la politique occupe une faible place sont nettement plus nombreuses, et ce, quel que soit l'interlocuteur au sein du groupe familial, y compris leur conjoint, à taire leur vote. La publicisation de celui-ci dépend du niveau d'implication politique ; plus celui-ci est faible, plus l'évitement du sujet est fréquent. Cependant, cet usage du secret relève dans ce cas sans doute moins d'une stratégie visant à préserver l'intimité de son choix ou à éviter le conflit que d'une situation d'indifférence ou de non-communication sur le sujet (graphique 3). C'est aussi parmi les personnes ne se situant ni à gauche ni à droite que le secret est le plus prononcé : seuls 42 % déclarent leur vote à leurs enfants. Le silence qui prévaut est le fruit d'une plus grande indifférence ou d'une absence de communication sur ce sujet.

Graphique 3. Dire son vote en fonction de la place accordée à la politique

Généralement, dites-vous pour qui vous votez lors des élections à [personne] selon la place des choix politiques



Source : Enquête « Famille, amour et politique », Cevipof, juillet 2011.

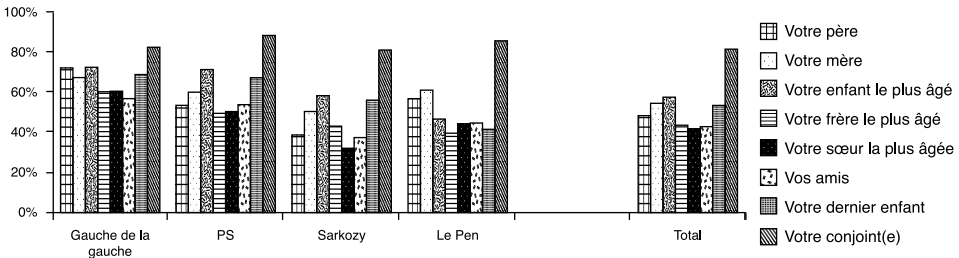
Dans le couple, la norme de transparence du vote est générale et n'est que peu dépendante des orientations politiques (graphique 4). Cependant, en dehors du couple, le secret du vote caractérise davantage les milieux de droite que les milieux de gauche. Dans l'univers de la droite, il relève d'un *habitus* politique où prévaut le libre choix de chacun ainsi qu'une relative privatisation des convictions, et de fait, il peut être revendiqué en tant que tel. Dans la culture politique qui est associée à l'univers de la gauche, le « nous », prévaut sur le « je », et la publicisation du vote trouve de fait une certaine naturalité, et ce, quels que soient les interlocuteurs qui forment le cercle des proches. Si 55 % des individus se classant à droite déclarent leur vote à leurs enfants, ils sont 73 % dans ce cas parmi ceux qui se classent à gauche. Le secret du vote concerne surtout la droite classique et les sympathisants de Nicolas Sarkozy. C'est parmi ces derniers que le silence sur le vote dans le cercle amical est le plus affirmé. L'électorat frontiste est aussi assez largement concerné, mais moins que l'électorat sarkozyste. Ce sont les électeurs de la gauche de la gauche qui, de tous, apparaissent les plus transparents, quelles que soient les relations interpersonnelles appréhendées. Les écarts sont faibles mais, excepté dans ce dernier électorat, la transparence du vote est plus fréquente entre ego et sa mère qu'entre ego et son père. Le rôle prépondérant des mères dans la socialisation politique et dans la transmission est vérifié jusque dans l'échange le plus intime qu'autorise l'énonciation de son vote¹. Par ailleurs, excepté dans l'électorat frontiste, la

1. Cf. le chapitre intitulé « Bounded Partisanship in Intimate Social Units : Parents and Children », dans A. S. Zuckerman *et al.*, *Partisan Families...*, *op. cit.*, p. 91-122. On peut aussi consulter A. Muxel, « Socialisation et lien politique », dans T. Blöss (dir.), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2001, p. 27-44.

filiation descendante est moins concernée par le secret du vote que la filiation ascendante. On dit davantage pour qui l'on vote à ses enfants qu'à ses parents. La perspective, sinon de la transmissibilité du choix, en tout cas d'une forme d'exemplarité, peut inciter à la publication du vote, et ce, tout particulièrement à gauche.

Graphique 4. Dire son vote selon l'intention de vote lors du 1^{er} tour de l'élection présidentielle française de 2012

Généralement, dites-vous pour qui vous votez lors des élections à [personne] selon l'intention de vote



Source : Enquête « Famille, amour et politique », Cevipof, juillet 2011.

Plus l'individu évolue au sein d'un environnement homogène du point de vue de ses choix politiques, plus la transparence du vote avec ses interlocuteurs a des chances d'être mise en pratique (tableaux 4 et 5). Les situations d'hétérogamie politique, et donc de désaccord potentiel, sont plus propices à entretenir le secret du vote. Cet effet facilitateur de l'homogamie politique est d'autant plus affirmé dans les milieux de gauche. La transparence du vote y domine très largement, quel que soit le type de relations interpersonnelles, conjugale, bien sûr (92 %), mais aussi parentale (dans ce cas de figure, 69 % disent leur vote à leur père et 72 % à leur mère, contre respectivement 48 % et 54 % dans l'ensemble de l'échantillon). Il est visible aussi dans le cas de la fratrie et du cercle amical. Dans les milieux homogames à gauche, on dit plus facilement son vote à son frère ou à sa sœur (respectivement 62 % et 56 %, contre 43 % et 42 % dans l'ensemble de l'échantillon), mais aussi à ses amis (62 % lorsque le cercle amical est homogène à gauche, contre 30 % lorsqu'il est hétérogène et divergent politiquement).

La prépondérance de la filiation descendante dans la publication du vote est particulièrement marquée dans les familles homogames politiquement à gauche : 84 % des personnes partageant avec leur conjoint et leur enfant le plus âgé une même orientation idéologique à gauche font part de leur choix de vote à ce dernier. Dans la même situation d'homogamie mais à droite, la transparence du vote des parents envers les enfants concerne aussi une large majorité, mais elle est restée moins prononcée (70 %). Quelles que soient les configurations interpersonnelles, l'hétérogénéité politique et les situations de divergence d'opinions sont nettement moins propices à la publication du vote. Seuls 43 % des individus ne partageant pas les orientations de ses deux parents ou d'un seul de ses deux parents disent leur vote à leur père et 50 % à leur mère ; et seuls 48 % des personnes évoluant dans un couple hétérogamie politiquement ou ne partageant pas les mêmes choix politiques que son enfant disent leur vote à ce dernier. Dans les milieux où prévaut une absence d'affiliation politique à gauche ou à droite, plus distants du système politique et au sein desquels l'abstentionnisme

est plus marqué, le silence au sujet du vote domine. Seul le couple échappe à ce non-dit par indifférence ou apolitisme. Même lorsque les conjoints partagent un même refus de positionnement entre la gauche et la droite, les deux tiers d'entre eux (67 %) s'avouent néanmoins mutuellement leurs votes.

Si l'homogamie à droite facilite aussi la publicisation du vote, son incidence reste en deçà de celle que l'on peut mesurer dans les milieux homogènes à gauche. La culture politique de la droite, au sein de laquelle l'individualisation du rapport à la politique est traditionnellement plus marquée, entretient une privatisation du vote dont la culture du secret reste un référent important. Ce plus grand silence à droite avait déjà été repéré par Guy Michelat et Michel Simon en 1977 dans leurs travaux sur les liens entre classe, religion et politique, et attribué à la culture catholique traditionnellement plus méfiante vis-à-vis de la politique et des risques de division dont elle est porteuse¹.

Tableau 4. Dire son vote selon les situations d'homogamie ou d'hétérogamie politiques : filiation ascendante et filiation descendante (%)

Dire son vote à :	son père	sa mère	son frère	sa sœur	son enfant
<i>Filiation ascendante (Ego/Père/Mère)</i>					
Homogame Gauche	69	72	62	56	
Homogame Droite	58	60	50	43	
Homogame NiNi	34	32	23	21	
Hétérogame	43	50	39	37	
Ensemble	48	54	43	42	
<i>Filiation descendante (Ego/Enfant/Conjoint)</i>					
Homogame Gauche					84
Homogame Droite					70
Homogame NiNi					43
Hétérogame					48
Ensemble					57

Source : Enquête « Famille, amour et politique », Cevipof, juillet 2011.

L'importance du secret du vote dans l'espace des échanges familiaux crée une situation de relative méconnaissance des votes émis par l'entourage. Seuls 36 % des Français savent avec certitude pour qui leur mère a voté, 42 % déclarent en avoir seulement une idée, et 22 % ne le savent pas du tout. S'agissant du vote de leur père, les proportions sont équivalentes : respectivement 35 %, 40 % et 25 %. Ils ne savent pas plus précisément ce que votent leurs enfants : 30 % le savent avec certitude, 43 % en ont une idée et 27 % ne le savent pas du tout. Enfin, au sein de la fratrie, l'ignorance du vote de ses *alter ego* domine : seul un Français sur cinq (20 %) est certain du vote effectué par son frère ou sa sœur, un peu plus d'un tiers en a une idée (35 %), et 45 % ne le savent pas du tout. Même au sein du couple où la transparence du vote comme l'intensité des discussions sont de mise, une marge d'approximation significative peut être observée. Si 63 % reconnaissent savoir avec certitude pour qui

1. G. Michelat, M. Simon, *Classe, religion et politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.

leur conjoint a voté, 25 % déclarent en avoir seulement une idée et 12 % ne pas le savoir du tout.

Tableau 5. Dire son vote selon les situations d'homogamie ou d'hétérogamie politiques : conjoint et amis (%)

Dire son vote à :	son conjoint	ses amis
<i>Ego/Conjoint</i>		
Homogame Gauche	92	
Homogame Droite	88	
Homogame NiNi	67	
Hétérogame	76	
Ensemble	81	
<i>Ego/Amis</i>		
Homogame Gauche		62
Homogame Droite		47
Homogame NiNi		30
Hétérogame		30
Ensemble		43

Source : Enquête « Famille, amour et politique », Cevipof, juillet 2011.

*
* *

Notre étude de la parole politique dans l'espace privé de la vie de famille, de la vie conjugale, ou encore de la vie amicale ne peut prétendre cerner toute la complexité des échanges affectifs et des dispositions des individus à l'égard de la politique, difficiles à intégrer et à apprécier dans le cadre d'enquêtes quantitatives et de questions fermées ou à choix multiples. Néanmoins elle éclaire certains mécanismes de politisation des individus dans et par l'intime, ainsi que certains phénomènes révélateurs de la dimension affective de toute existence politique. Elle contribue ainsi à l'identification de certains ressorts sociaux, politiques et psycho-affectifs dans la socialisation politique des individus dont les groupes primaires et l'entourage proche sont les vecteurs. Quels enseignements retenir ?

Tout d'abord la centralité du lien conjugal. Dans le cercle des proches, le couple est un lieu de socialisation et de politisation important. La politique occupe une place non négligeable dans son économie affective, mais aussi dans les échanges quotidiens. C'est entre conjoints que l'on en parle le plus, c'est aussi avec son conjoint que les choix politiques, et notamment le vote, sont énoncés et discutés avec la plus grande transparence. La relation conjugale suppose une connaissance politique mutuelle beaucoup plus marquée que dans les autres cercles relationnels. L'intimité du couple accueille l'intimité du vote. Le couple n'est pas un lieu de confiscation de la parole politique, tout au contraire, il se présente comme une cellule de base de la vie démocratique, un lieu de co-existence et d'expérimentation du pluralisme, un espace de délibération et sans doute aussi de politisation. Même si ce n'est pas absent de

certaines expériences conjugales, il souscrit moins que d'autres cercles relationnels aux usages du non-dit ou du secret.

Dans la sphère familiale, on publicise son vote de façon nettement plus retenue que dans la sphère conjugale. Même si la famille joue son rôle dans la transmission du politique, celle-ci ne fait pas nécessairement l'objet d'intentionnalité ou de verbalisation. La relation parentale apparaît plus en retrait de toute forme d'échanges, de paroles et de confrontations. On parle moins de politique avec ses parents que dans son couple, on en parle moins aussi avec ses enfants. On en parle encore moins avec ses frères et ses sœurs. Toutefois, la place des mères apparaît singulière. Alors que l'on parle plutôt moins de politique *stricto sensu* avec sa mère qu'avec son père et que le registre du politique lui est moins associé, la mère est néanmoins privilégiée lorsqu'il s'agit de dire son vote, et tout particulièrement en cas de désaccord politique entre ego et ses parents. Celle-ci joue un rôle préférentiel dans les dispositifs de politisation intime et de socialisation politique, parmi lesquels la parole et les conversations informelles et infra-politiques nouées quotidiennement dans les relations avec les enfants. C'est sans doute parce que cette parole est plus fréquente et plus familière que la transparence du vote, en tant qu'énonciation du plus intime de soi, trouve davantage à s'exprimer et à s'éprouver.

La politisation intime des individus dans le cercle des proches est traversée par des effets de genre qui ne doivent pas être négligés. Les femmes discutent moins de politique en dehors de l'espace familial et privé que les hommes. Par conséquent, cet espace joue vraisemblablement un rôle nettement plus significatif dans le lien qu'elles nouent au politique. L'intime est pour elles, de façon plus affirmée que dans le cas des hommes, un vecteur important de socialisation et de politisation. Par ailleurs, les femmes restent plus en retrait de la polémique et de la confrontation. Elles se montrent plus soucieuses d'éliminer les sources de conflits et de discordes dont la politique peut être le prétexte. Le non-dit, l'évitement de la discussion, voire le secret sont autant de moyens possibles de réguler les échanges interpersonnels et familiaux. Elles en font un usage plus marqué que les hommes. Pour les femmes, indéniablement, la famille passe avant la politique, et tout risque de conflit doit être écarté. Alors que la reconnaissance de la parité dans le monde politique est reconnue et obligatoire, et que les femmes sont sur le chemin d'y avoir toute leur place, ce rejet plus marqué de la dimension conflictuelle de la politique témoigne d'une résistance anthropologique pouvant laisser augurer un renouvellement des façons de faire et de dire la politique, et peut-être de gouverner.

La conversation politique dans le cercle des proches, sa fréquence, comme ses implications affectives dépendent étroitement du niveau de politisation des individus. Cette prévalence du degré d'implication politique sur les conditions d'échange et de circulation de la parole politique doit être soulignée. Elle prend le pas sur la plupart des paramètres sociaux et culturels pour expliquer les différentes formes d'implication affective dont la politique peut être l'objet, dans les discussions comme dans les relations entre proches. On discute de politique, on parle de son vote, d'abord parce que l'on s'intéresse à la politique. Lorsque la politique est à distance, la parole et l'échange en la matière le sont aussi. Toutefois, cela ne signifie pas que le silence ou le non-dit soient obligatoirement associés à une situation de dépolitisation. La politisation peut s'exprimer par d'autres expressions que la parole. Si l'on énonce moins son vote dans les milieux de droite, en revanche, la participation électorale et l'acte de vote y sont plutôt plus affirmés.

Excepté lorsqu'elle concerne un positionnement ni gauche ni droite, et donc une distance vis-à-vis du système politique, l'homogamie politique au sein du cercle des proches favorise toujours davantage les échanges et la discussion que l'hétérogamie. À l'instar des lois qui régissent les situations de communication et d'information auxquelles sont soumis les individus, les discussions politiques supposent une exposition sélective ainsi qu'un travail de réduction de la dissonance et de la divergence d'opinions. Elles requièrent davantage l'accord que le désaccord, un entre soi en matière d'opinions facilitant la prise de parole et l'écoute mutuelle. Toutefois, l'écart marqué entre la gauche et la droite révèle des usages de la parole politique comme des contextes de politisation bien différenciés. L'homogénéité politique à gauche entre interlocuteurs proches favorise la fréquence des discussions ainsi que la transparence du vote. Les situations d'homogamie à droite sont plus fréquemment associées au silence, au retrait de la discussion, et *a fortiori* au secret du vote. Au-delà de la spécificité des marqueurs identitaires et des *habitus* d'une culture politique de gauche toujours présents, l'évidence du facteur de renforcement de la fréquence des discussions comme de la transparence du vote par l'homogamie politique est le signe de l'implication des ressorts affectifs qui régissent la politisation des individus.

Enfin, ce repérage de certains mécanismes à l'œuvre dans la politisation qui opère au sein de la sphère privée met au jour une tension paradoxale entre, d'une part, un mouvement d'individualisation et de privatisation que viennent confirmer la persistance et l'ampleur du secret du vote et, d'autre part, un mouvement de dédramatisation des conflits politiques et de mise en convergence des choix. Il y a là une tension significative de certaines mutations de la citoyenneté contemporaine, où l'entremêlement des arbitrages produits à la fois dans les sphères publique et privée conditionne cet autre arbitrage auquel l'individu post-démocratique est confronté, entre désir de ressemblance et respect des différences. La relative déconnexion entre la fréquence des discussions politiques et le fait de dire ou de ne pas dire son vote peut trouver là, sinon une explication, en tout cas une raison d'exister. On peut parler de politique, et même assumer des divergences d'opinion, tout en préservant *in fine* le secret du bulletin que l'on mettra dans l'urne.

— Anne Muxel —

Anne Muxel est directrice de recherches au CNRS-Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Parmi ses ouvrages récents, on peut mentionner : *Toi, moi et la politique. Amour et conviction*, Paris, Seuil, 2008 ; (avec Bruno Cautrès) *Comment les électeurs font-ils leur choix ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 ; *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Paris, Seuil, 2010 ; *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011 ; (avec Bruno Cautrès) *The New Voter in Western Europe. France and Beyond*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011 ; *La vie privée des convictions*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013 ; *Politics in Private. Love and Convictions in the French Political Consciousness*, Basingstoke, Palgrave, 2014. Elle conduit des recherches dans le domaine de la socialisation politique et des études électorales, et a consacré une partie importante de ses travaux à l'étude des attitudes et des comportements qui éclairent le lien des individus à la politique (Cevipof, 98 rue de l'Université, 75007 Paris <anne.muxel@sciencespo.fr>).